

Le Télégramme.com, 4 avril

Mali. La menace d'une République islamiste

Avec l'avancée des combattants dans le nord du Mali, la menace de voir le pays basculer dans une République islamique se précise. La France, inquiète, cherche à mobiliser au niveau régional et à l'Onu.

Un scénario cauchemardesque est en train de se jouer au [Mali](#). Alors que la moitié de ce pays sahélien, charnière entre l'Afrique du nord et l'Afrique noire, grand comme deux fois la France, est déjà tombé aux mains des rebelles, la menace qu'il se transforme en République islamiste radicale n'est plus une vue de l'esprit. À Tombouctou, conquise dimanche dernier par des Touareg indépendantistes associés à des islamistes, la victoire a changé de camp dès lundi : les islamistes d'Ansar Dine (défenseurs de l'islam) et des membres de l'Aqmi (al-Qaïda au Maghreb islamiste) ont chassé les Touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad. Laïc, ce mouvement prône un État touareg, tandis que les islamistes veulent imposer la charia (loi islamique) à tout le [Mali](#). Cette situation est d'autant plus catastrophique que personne ne semble à cette heure en mesure de stopper une prévisible avance des rebelles sur la capitale Bamako.

La junte incapable de faire front aux rebelles

La junte ubuesque (*), qui a renversé (le 22 mars) du pouvoir le président démocratiquement élu Amani Toumani Touré, s'avère incapable de faire front aux rebelles qui ont déjà conquis les villes stratégiques de Kidal, Gao et Tombouctou. Ses membres cherchent surtout à échapper aux sanctions imposées par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Selon Paris, les rebelles se trouveraient actuellement autour de la ville de Mopti, étape vers la capitale. D'où l'inquiétude palpable du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, manifeste dans une déclaration, hier soir, dans laquelle il évoque notamment le rôle d'Ansar Dine: « Seule une coopération impliquant l'Algérie, la Mauritanie, les pays de la Cédéao (Afrique de l'Ouest) avec le soutien de la France et de l'Union européenne, pourrait permettre de progresser ». Le ministre qui avait expliqué, lundi soir, que « la France ne s'engagera pas militairement », se repose sur l'Onu qu'il appelle à « demander à la rébellion de s'arrêter, d'arrêter les combats et de s'engager dans un processus de dialogue ». Un message qui n'a aucune chance d'être entendu.

Depuis la chute de Mouammar Kadhafi

Les rebelles ont saisi l'opportunité du coup d'État pour avancer vers Bamako. Mais il serait vain de nier le rôle crucial dans cette crise de la chute de Mouammar Kadhafi. Quand ils ont lancé la guerre pour faire tomber son régime, les occidentaux n'ont visiblement mesuré ni la capacité du dictateur libyen à fixer les rebelles touareg dans sa garde islamiste, ni le désastre que constituerait leur retour vers le Sahel après sa chute. Fortement armés, bien équipés, ils démontrent une fois de plus qu'une guerre menée sans vision stratégique peut voir la victoire se transformer en désastre. La preuve...

* *La junte a annoncé, hier, la tenue d'une convention nationale sur l'avenir du [Mali](#).*